

Grèce de l'Alliance et de rompre des contacts si importants—et nous avons constaté que c'était la même chose pour tous nos contacts internationaux—car ils nous permettent de communiquer directement avec le gouvernement du pays dont nous voulons infléchir les politiques. Il n'y a rien de plus insensé au monde que de vouloir rompre des relations diplomatiques pour essayer...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lewis:** Qui a proposé cela?

**L'hon. M. Sharp:** Puis-je continuer mon discours, monsieur l'Orateur? Je ne puis rien voir de plus stupide que de rompre des relations diplomatiques avec les gouvernements qui cherchent à exercer une certaine influence, et je ne vois pas non plus à quoi servirait de demander à la Grèce de quitter l'Alliance. Il vaut mieux, à mon avis, que la Grèce demeure dans l'Alliance où nous pouvons exercer sur elle certaines pressions collectives.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je veux qu'on comprenne bien que je n'ai pas suggéré de rompre les relations diplomatiques. Cette question n'a pas été soulevée. Je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il est d'avis et si le gouvernement du Canada est d'avis que la Grèce, ou tout autre pays, devrait demeurer notre partenaire dans l'Alliance pour la défense qu'est l'OTAN en dépit de toute violation de la Convention des droits de l'homme? Autrement dit, le gouvernement du Canada estime-t-il tout simplement que la question des droits de l'homme n'offre aucun intérêt quant à l'OTAN et que les Canadiens devraient continuer à s'associer indéfiniment dans le cadre de l'Alliance pour la défense avec un gouvernement qui a été reconnu coupable de violer les droits de l'homme par un organisme impartial et sage?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, pour autant que je m'en souviens, le traité de l'OTAN comporte effectivement, comme il se doit, des passages se rapportant à la défense des libertés démocratiques. La question qui se pose est de savoir par quels moyens nous pouvons le mieux atteindre cet objectif. Il nous faudra décider s'il est préférable que la Grèce soit membre de l'Alliance, pour que nous puissions exercer des pressions collectives en faveur du principe des libertés démocratiques, ou si nous devons expulser la Grèce de l'OTAN et nous en laver les mains.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Plusieurs députés veulent poser des questions supplémentaires au sujet de cette situation

très importante, mais les députés comprendront qu'il nous faudra peut-être passer en temps voulu à une autre question. Je vois que le chef de l'opposition demande la parole pour une question supplémentaire.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne trouve-t-il pas que ce comportement ressemble, bien que sous un angle différent, à l'attitude de pacification adoptée envers d'autres gouvernements avant la dernière guerre mondiale?

**L'hon. M. Sharp:** Pas du tout, à mon avis. Il importe pour l'Alliance que nous puissions tous, y compris le gouvernement grec, protéger toutes les libertés démocratiques. Donc, si nous pouvons garder la Grèce dans l'Alliance qui vise, entre autres, à protéger ces libertés, nous aiderons beaucoup plus le peuple grec qu'en expulsant ce pays de l'OTAN.

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, comme le Conseil de l'Europe n'a apparemment pas cru que les communications avec la Grèce seraient rompues en l'expulsant, le ministre ne trouve-t-il pas que le prestige de l'OTAN serait rehaussé aux yeux de l'univers s'il déclarait bien clairement que les pays qui ne protègent pas les libertés et les institutions démocratiques n'ont pas leur place au sein de l'OTAN?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! La présidence va permettre au ministre de répondre à la question du député, mais il semble que nous nous engageons réellement dans un débat sur ce point et que nous nous éloignons de la période des questions. Toutefois, si la Chambre y consent le ministre répondra à la question du député et la présidence donnera ensuite la parole à un autre député à propos d'un autre sujet.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas d'accord avec la déclaration faite par le chef du NPD. Je crois que l'Alliance de l'OTAN, que lui ou son parti ne semble pas approuver beaucoup, est d'une grande utilité dans le monde et je ne vois pas que l'expulsion de la Grèce la renforcerait. Je ne pense pas qu'en expulsant la Grèce, nous renforcerions l'Alliance ni que nous faciliterions en quoi que ce soit le retour à la liberté démocratique dans ce pays.

## LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC—LA PUBLICATION DE LA DOCUMENTATION

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné les graves